

## Contre la dictature des experts, les porteurs d'initiatives sociales doivent tracer les perspectives

Philippe Lemoine

Président du Forum d'Action modernités

Comment pourrions-nous jeter un pont entre le long terme où il y a tant à faire (nanotechnologies, « big data », transition énergétique) et nos concertations de court terme où nous ne parlons que déficits et réduction des dépenses?», se demandait Véronique Descacq, secrétaire générale adjointe de la CFTD, lors du débat « Dégager l'horizon », le 18 mars au Théâtre du Rond-Point.

Une chose est certaine : il y a des comportements qu'il faut « dégager » avec la même vigueur que des peuples ont su crier « Dégage ! » à leurs dictateurs. Parmi ces comportements, il y a l'arrogance des experts. Il est indispensable de sortir d'un économisme érigé et se réinterroger sur la métamorphose de la société, sur les conflits qui l'accompagnent, sur les biens communs qui émergent et sur la modernisation de l'action publique. Il faut relancer le débat d'idées pour tourner la page de cette obsession post-moderne qui fascine l'élite française depuis plus de trente ans et qui fait qu'on ne croit plus aux grands récits, qu'on se perd dans le « storytelling » et que, face à une mutation aussi gigantesque que celle que cristallise Internet, nous sommes prêts à répéter que la Terre est plate et que l'on pourra déchiffrer l'avenir sans concept, dans l'amoncellement des données.

Mais, au-delà des idées, comment faire pour provoquer une convergence des énergies dans l'action, comme avait su le faire Jean Monnet dans la France de l'après-guerre? Plus encore qu'à cette époque, il faut d'abord permettre aux politiques d'entendre un autre son de cloche, en créant les conditions d'expression des forces ancrées dans le réel que sont les chefs d'entreprise, les salariés et les professionnels à travers leurs représentants et leurs syndicats. À l'échelle de l'Europe, le McKinsey Global Institute a montré qu'il fallait relancer l'investissement privé, qui a perdu 360 milliards d'euros par rapport à la tendance antérieure à 2008. Mais dans quoi investir? Ce sont les acteurs eux-mêmes qui peuvent faire émerger des choix et des priorités.

Deux conditions supplémentaires sont à réunir. La première, c'est de ne pas confondre l'horizon et les frontières de l'Etat-nation : il nous faut nous ouvrir à ce qui se passe ailleurs, analyser d'autres façons de faire, mener à plusieurs des expéditions d'observation et d'apprentissage. L'autre condition, c'est de donner un rôle majeur à la jeunesse. Cet impératif est d'autant plus grand dans la période de mutation que nous vivons que la génération actuelle raisonne autrement.

Dans ma génération, celle des baby-boomers, nous avions une conception verticale de l'organisation sociale : en bas, les technologies ; au-dessus, l'économie, puis la société, puis la culture ; pour la générosité et l'engagement, il fallait monter encore plus haut, dans la tour du politique et c'est de là qu'on contemplait l'horizon.

Aujourd'hui, les engagements sont d'une autre nature. À côté de l'économie marchande fondée sur la compétition, une énergie croissante s'investit dans l'économie sociale et solidaire, dans des rapports empathiques organisés autour du collaboratif, dans des aventures où le gratuit a sa place. Il s'agit certes de tendances émergentes, mais la puissance des réseaux fait qu'on n'est plus dans la simple utopie alternative. Des exemples comme le logiciel libre, comme Wikipedia ou comme ce qui se passe dans l'« open data », montrent la portée planétaire de ce qui se joue dans l'intelligence collective.

Des méthodes appropriées peuvent permettre de relier la concertation entre partenaires économiques et sociaux et ce bouillonnement d'initiatives positives qui parcourent le globe. Les lieux auront une importance, des lieux ouverts et dotés d'un équipement technologique en libre-service qui attirent les talents et nourrissent l'imaginaire concret de la métamorphose.

**Deux conditions sont à réunir :  
la première, nous ouvrir à ce qui se passe  
ailleurs, la seconde, donner  
un rôle majeur à la jeunesse**

Les alliances entre acteurs hétérogènes sont un autre levier : il faut susciter des engagements à plusieurs comme le fait la Clinton Global Initiative, dans laquelle grandes entreprises, PME, innovateurs sociaux et militants apportent chacun leurs compétences pour atteindre en deux ou trois ans des objectifs de changement social précis et mesurables. Des dispositifs innovants de concertation, d'enquête et de mobilisation sont également à promouvoir, en lançant des appels d'offres sur le Net auprès de jeunes volontaires, comme vient de le faire le Forum d'Action modernités avec MakeSense.

Si nous décloisonnons, si nous avons confiance dans la jeunesse, si nous sortons des postures dérisoires de ceux qui croient tout connaître, si nous réunissons des chefs d'entreprise, des syndicalistes, des associatifs, des entrepreneurs sociaux, chacun dans sa logique mais dans des contextes qui ouvrent et donnent envie, alors nous saurons jeter un pont entre les contraintes du court terme et les espoirs de long terme.

Tout cela peut être mis sur les rails en moins de six mois. Il faut fédérer des femmes et des hommes qui représentent leurs organisations et soient prêts à s'impliquer eux-mêmes tout entiers dans le projet. Il faut chaque jour, en se retrouvant, que l'œil soit attiré par la démonstration d'un nouveau procédé, d'un nouveau possible. Il faut casser les silos et passer d'une multitude de plans publics à quelques grandes options d'avenir.

Chaque mois, un débat public confrontera les acteurs, tout en les interpellant par des points de vue venus d'ailleurs, et notamment des artistes. Avant l'automne, avec méthode, nous pouvons – en France aussi – dégager l'horizon! ■

## Le sauvetage des banques chypriotes a épargné les mafias, mais pas les contribuables

Denis Dupré

Professeur à l'université de Grenoble

L'Europe semblait décidée, depuis 2012, à appliquer le principe « idéal » d'un véritable système libéral : en cas de faillite des banques, les actionnaires puis les créanciers et enfin les déposants doivent payer, avant de faire appel aux contribuables, si les citoyens le jugent nécessaire, par l'intermédiaire de leur gouvernement démocratiquement élu.

Cela a été le cas en Islande dès 2009, quand le président du pays a refusé de mobiliser l'argent public pour rembourser les déposants anglais et hollandais et que son gouvernement a mis en prison des banquiers auteurs de malversations.

Or, que s'est-il passé à Chypre? Dans le premier plan de sauvetage, le gouvernement chypriote lui-même avait voulu faire main basse sur les économies de la grand-mère chypriote. Et dans le second, les contribuables européens restent sollicités, pour le moment à hauteur de 10 milliards d'euros, alors que 6 milliards d'euros sont demandés en interne aux banques litigieuses.

À la place de qui vont payer les déposants chypriotes et les contribuables européens?

Fin 2012, l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* divulguait un rapport des services secrets allemands qui concluait qu'un sauvetage des banques chypriotes serait un cadeau aux oligarques et aux mafieux Russes. Les Russes détiennent dans ces banques, selon Moody's, de l'ordre de 30 milliards d'euros de dépôts et sont débiteurs, selon Morgan Stanley, pour environ 50 milliards d'euros. Parmi eux, l'oligarque Dmitri Rybolovlev, blanchi d'un meurtre après onze mois de prison et rétractation d'un témoin, est actionnaire de la Bank of Cyprus – l'une des deux banques mises en faillite – à hauteur de 10 % du capital.

Par ailleurs, le rapport 2012 de la Bank of Cyprus chiffrait à 235 millions d'euros les prêts aux proches des dirigeants de cette banque et à leurs entreprises. Le ministre des finances chypriote, qui a démissionné le 2 avril et qui a été jusqu'en 2012 directeur de la deuxième banque du pays, qui vient d'être liquidée, la Laiki Bank, avait déclaré que « les banques, de temps en temps, font le choix de récupérer ou non l'argent qu'elles ont prêté... Ces pratiques ne sont pas rares ». Des millions d'euros de dettes ont effectivement été effacés ces dernières années au bénéfice de députés, de proches ou de sociétés liées à des personnalités politiques.

La Banque centrale européenne (BCE), le Fonds monétaire international (FMI) et la Commission européenne auraient dû immédiatement exiger la destitution des directeurs des banques déficientes, nommer des directeurs provisoires pour en prendre le contrôle et évincer les actionnaires.

Au lieu de cela, le plan réalisé dans l'urgence par la « troïka » semble avoir été conçu pour laisser l'argent sale s'échapper des mailles du filet. Des banquiers et des conseillers fiscaux ont organisé sur place la fuite des capitaux pendant que la « troïka » débattait à Bruxelles, le week-end du 24 mars. Malgré la fermeture officielle des banques, certains clients VIP des banques locales auraient bénéficié d'un traitement de faveur. La Bank of Cyprus à Londres et sa filiale en Russie, Uniastrium Bank, n'ont pas gelé les transferts de capitaux, d'où une évasion massive vers la Lettonie. Le président de la Bank of Cyprus n'a démissionné qu'après ces transferts massifs.

Incompétence ou corruption? À la tête des banques, au gouvernement de

Chypre, à la BCE, au FMI et à la Commission européenne, les décisions sont collégiales et sont le plus souvent élaborées à huis clos. Il n'y a pas de responsable! Le président chypriote, aujourd'hui soupçonné, a lancé une commission d'enquête. Mais est-ce à la mesure des événements?

Car les déposants vont pâtir de la complaisance des gestionnaires de cette crise envers les mafieux. Le taux de prélèvement, initialement de 9,75 %, va bondir à 60 %, car il faudra bien prélever sur les comptes de ceux qui n'ont pu faire évaluer leurs économies.

Le jeu trouble des Européens dans ce plan de sauvetage peut s'expliquer par la dangereuse dépendance de l'Europe au gaz russe. Depuis 2005, des contrats de gaz importants lient l'Allemagne à la Russie. Ils ont été signés sous l'ancien chancelier Gerhard Schröder, engagé en 2009 par la société russe Gazprom pour présider le conseil de surveillance de North-European Gas Pipeline, qui doit relier les gisements russes à leurs clients d'Europe de l'Ouest.

Or Chypre possède un des plus gros gisements de gaz découverts au cours de ces dix dernières années, Aphrodite, estimé à plusieurs centaines de milliards d'euros. La banque russe Gazprombank a proposé, heureusement sans succès, une aide financière à Chypre en échange de licences de production.

**Entre intérêts  
et menaces,  
par qui l'Europe  
se laisse-t-elle dicter  
sa conduite?**

D'un point de vue stratégique, l'Europe a donc préservé ses intérêts, puisque le Parlement chypriote vient de créer un fonds souverain pour que les premières recettes gazières soient utilisées prioritairement au désendettement. Mais, d'un point de vue éthique, c'est une part importante des biens communs des Chypriotes qui va se substituer aux taxes non perçues sur les dépôts russes mafieux évaporés.

Selon le quotidien *Les Echos*, la filiale chypriote de la banque semi-publique russe VTB, qui gère les fonds de nombreuses sociétés proches du Kremlin, a été préservée par le plan européen, ce qui expliquerait la mansuétude de la Russie vis-à-vis de ce plan.

En Russie, selon le centre de recherche Global Finance Integrity, 500 milliards d'euros de flux illégaux de capitaux ont nourri au cours des vingt dernières années le crime et la corruption. Le président russe, Vladimir Poutine, a été l'invité d'honneur d'Angela Merkel le 8 avril 2013 à la Foire industrielle de Hanovre. Entre intérêts et menaces, par qui l'Europe se laisse-t-elle dicter sa conduite?

Nous, Européens, sommes des idiots, au sens étymologique du mot *idiotes*, en grec ancien, qualifie un homme vulgaire qui ne participe pas à la vie politique de sa cité. La nécessaire réduction de l'activité des mafias passe par une meilleure information des citoyens, par leur participation à l'élection de dirigeants intègres qui rendront publiques les décisions et les noms des personnes qui les prennent et les exécutent. ■

Denis Dupré est titulaire de la chaire Managers responsables. Il enseigne la finance et l'éthique à l'IAE et à l'INP de Grenoble.

## Près de chez vous Par Kroll

Le dessin de « Courrier international », paru dans « Le Soir », Bruxelles. ©cartoons@courrierinternational.com



Pour poursuivre ce débat sur [Lemonde.fr](http://Lemonde.fr)

- > « Chypre : la « troïka » a trahi la confiance des investisseurs », Christophe Caffard, avocat, et Jean-Jacques Legendre, conseiller financier (Orfeo Finance).
- > « Tous chypriotes », Michel Santi, économiste.
- > « Chypre : touchez pas au grisbi », Bruno Moschetto, professeur d'économie à Paris-I et à HEC.